

Aux ordres d'Israël, Macron a choisi de diviser la France

Le lamentable discours du président de la République au dîner du CRIF a mis à bas tous les espoirs d'un mouvement authentique et citoyen contre l'antisémitisme, alors même que le président et plusieurs membres du gouvernement avaient, dans la journée de mardi, mis en garde contre la manipulation du concept d'antisionisme.

En reprenant la confusion entre antisionisme et antisémitisme, en annonçant l'adoption de la définition de l'antisémitisme dite "IHRA" [1], promue par l'État d'Israël, en condamnant l'action non violente et citoyenne qui dénonce par les actions Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) les crimes de l'État d'Israël, en mettant en cause ainsi celles et ceux qui réclament seulement l'application du Droit International et les résolutions de l'ONU, Emmanuel Macron a fait le choix de l'instrumentalisation et de la division.

Nous avons assisté à un revirement spectaculaire en moins de 24 heures qui en dit long sur le pouvoir d'influence du gouvernement israélien et de ses relais en France.

Entre une lutte sincère et unitaire contre toutes les formes de racisme dont l'antisémitisme, et une instrumentalisation au service d'un État criminel, Emmanuel Macron a choisi, en toute connaissance de cause, la deuxième option. C'est une journée noire pour notre République, et une marque indélébile sur le quinquennat d'Emmanuel Macron.

Nous ne nous laisserons pas impressionner par la pseudo définition IHRA qui ne saurait avoir force de loi et qui n'est introduite qu'à des fins de pure propagande.

Soumis à une répression féroce et à un processus continu de dépossession, le peuple palestinien a plus que jamais besoin du soutien du peuple français pour parvenir à faire aboutir ses droits élémentaires : nous le lui apporterons dans la plus grande unité et dans le respect de nos principes qui excluent toute forme de racisme ou d'antisémitisme.

*Le Bureau national de l'AFPS
21 février 2019*

